



République Française

-----  
**DEPARTEMENT**  
PAS DE CALAIS

-----  
**ARRONDISSEMENT**

ARRAS

-----  
**COMMUNE**  
DAINVILLE

-----

Réf. : ST/FM

**N° 2025/090**

**OBJET**

**Autorisation de  
voirie temporaire  
pour la ducasse**

Nous, Maire de la Commune de DAINVILLE,  
Vu, le Code de la Route,  
Vu, le Code des Collectivités territoriales,  
Vu, la demande formulée par Monsieur VANMAELE Didier,  
forain, d'occuper le domaine public en vue d'exercer son activité  
pendant la Ducasse du Moulin Jérôme à Dainville.

## **ARRETONS**

Article 1 : Monsieur VANMAELE Didier est autorisé pour la période du 23 Septembre au 01 Octobre 2025 (Ducasse Moulin Jérôme) à installer son manège Crazy Trip Show de 14m x 4m sur le domaine public communal (Place du Général de Gaulle) pour les attractions foraines.

Article 2 : La présente autorisation est personnelle et inaccessible.

Article 3 : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration, dégradation ou de salissures constatées, la Commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 4 : Le permissionnaire devra laisser une zone libre de 4 mètres en vis-à-vis sur la chaussée pour permettre la circulation des véhicules de sécurité. Il devra également laisser un passage d'un mètre cinquante minimum entre les installations foraines sur les parkings (accessibilité personnes à mobilité réduite, landaus, etc..).

Article 5 : Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le commissaire de police d'Arras, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, publié, transmis et certifié exécutoire le 22 septembre 2025.

Dainville, le 22/09/2025  
Le Maire,  
Françoise ROSSIGNOL



#Signature#

*Nota : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de 2 mois à compter de sa notification*